



Projet « Promotion de la Sécurité Communautaire et de la Cohésion Sociale dans la région du Liptako Gourma » (PSCCS)

RAPPORT FINAL CONSOLIDE DE MISE EN ŒUVRE Burkina Faso-Mali-Niger

JANVIER 2020

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	<u>2</u>
<u>II. EXECUTION PHYSIQUE DES ACTIVITES</u>	<u>3</u>
2.1 ACTIVITES LIEES AU RESULTAT 1 : LES JEUNES ET LES FEMMES, NOTAMMENT CEUX QUI SE SENTENT MARGINALISES SONT DE PLUS EN PLUS IMPLIQUES DANS LES PROCESSUS DE PRISE DE DECISION, ADOPTENT DES COMPORTEMENTS CIVIQUES ET ENTREPRENNENT DES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS	3
2.2 ACTIVITES LIEES AU RESULTAT 2 : LA SECURITE COMMUNAUTAIRE DANS LES ZONES FRONTALIERES DES TROIS PAYS EST RENFORCEE A TRAVERS LA COLLABORATION ENTRE LES FDS ET LES AUTORITES ADMINISTRATIVES ET LOCALES, ENTRE LES FDS ET LES POPULATIONS ET ENTRE LES POPULATIONS FRONTALIERES.	5
2.2.3 ACTIVITES LIEES AU RESULTAT 3 : LES CONFLITS ENTRE COMMUNAUTES TRANSFRONTALIERES LIES A LA TRANSHUMANCE SONT REDUITS PAR UNE MEILLEURE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	7
<u>III. MOBILISATION DES RESSOURCES ET EXECUTION FINANCIERE</u>	<u>9</u>
3.1 MOBILISATION DES INTRANTS	9
3.2. EXECUTION FINANCIERE	10
3.2.1 BUDGET DU PROJET	10
3.2.2 UTILISATION DES RESSOURCES PAR PERIODE	11
3.2.3 EVOLUTION DU BUDGET PAR CATEGORIE	11
<u>IV. ACQUIS ET CHANGEMENTS</u>	<u>12</u>
<u>V. DIFFICULTES RENCONTREES, LECONS APPRISES ET STRATEGIE DE SORTIE/PERENNISATION DES ACQUIS</u>	<u>14</u>
<u>5.1 CONTRAINTES ET DIFFICULTES RENCONTREES</u>	<u>14</u>
<u>5.2 LECONS APPRISES</u>	<u>15</u>
<u>5.3 STRATEGIES DE SORTIE ET DE PERENNISATION DES ACQUIS</u>	<u>16</u>
<u>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</u>	<u>17</u>
I. CONCLUSION	17
II. RECOMMANDATIONS	17

INTRODUCTION

D'août 2017 à décembre 2019, les bureaux pays du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) du Burkina, du Mali et du Niger ont mis en œuvre le projet transfrontalier intitulé "Promotion de la Sécurité Communautaire et la Cohésion Sociale dans la région du Liptako Gourma" (PSCCS).

Financé à hauteur de 3.000.000 USD par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF), à raison de 1.000 000 USD par pays, le PSCCS s'inscrivait dans le cadre de l'opérationnalisation de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel et vient en appui aux initiatives des Gouvernements des trois pays dans leurs efforts de rétablissement de la sécurité et le développement dans la zone du Liptako Gourma, et plus généralement dans le Sahel, en proie depuis 2012 à une crise sécuritaire sans précédent.

L'objectif visé par le projet était d'améliorer la sécurité communautaire et la cohésion sociale des populations dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso à travers des interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Le projet s'est articulé autour de trois résultats complémentaires : Résultat 1 : Les jeunes et les femmes, notamment ceux qui se sentent marginalisés sont de plus en plus impliqués dans les processus de prise de décision, adoptent des comportements civiques et entreprennent des activités génératrices de revenus ; Résultat 2 : La sécurité communautaire dans les zones frontalières des 03 pays est renforcée à travers la collaboration entre les FDS et les autorités administratives et locales, entre les FDS et les populations et entre les populations frontalières ; Résultat 3 : Les conflits entre communautés transfrontalières liés à la transhumance sont réduits par une meilleure gestion des ressources naturelles.

Le projet a été mis en œuvre dans trois régions frontalières que sont la région du Sahel du Burkina Faso, la région de Tillabéry au Niger et la région de Gao au Mali. Il a ciblé prioritairement les jeunes, les femmes et les éleveurs transhumants.

Le PSCCS a été exécuté en partenariat avec plusieurs agences du Système des Nations Unies et divers acteurs nationaux. Au niveau stratégique et politique, il a été piloté par un Comité de Pilotage Transfrontalier (CPT) composé des parties prenantes nationales désignées des trois pays. Sur le plan opérationnel, une Unité de Coordination Transfrontalière (UCT) établie à Dori au Burkina Faso a assuré la gestion globale du projet et sa mise en œuvre. Au niveau pays, la gestion du projet était assurée par une équipe de staffs désignés de chaque bureau du PNUD. Par ailleurs, des Volontaires des Nations Unies (VNU) et des volontaires nationaux (Mali), assistants communautaires, ont appuyé la mise en œuvre et le suivi des activités sur le terrain.

Le projet a été mis en œuvre dans un contexte sécuritaire difficile, marqué notamment par la persistance et l'intensification des attaques terroristes dans la zone d'intervention qui a fortement impacté la durée de mise en œuvre, qui est passée initialement de 18 à 29 mois, soit une augmentation de 11 mois.

Nonobstant les contraintes sécuritaires et diverses, le projet a réussi au terme de sa mise en œuvre d'assurer la réalisation de l'essentiel des activités et permis d'enregistrer des acquis et des débuts des changements souhaités.

Le présent rapport fait l'état de l'exécution du projet sur toute sa période de mise en œuvre. Il s'articule autour des principaux points suivants :

1. Exécution physique des activités

2. Mobilisation des ressources et exécution financière
3. Acquis et changements
4. Difficultés rencontrées, leçons apprises et stratégie de sortie/pérennisation
5. Conclusion et recommandations

II. EXECUTION PHYSIQUE DES ACTIVITES

2.1 Activités liées au Résultat 1 : Les jeunes et les femmes, notamment ceux qui se sentent marginalisés sont de plus en plus impliqués dans les processus de prise de décision, adoptent des comportements civiques et entreprennent des activités génératrices de revenus

Dans l'ensemble, les cibles d'activités et de produits pour ce résultat ont été relativement atteintes.

Par rapport au **Produit 1.1 : Les centres multifonctionnels d'activités socio-économiques/ Cellule d'appui conseils pour les jeunes filles et garçons sont créés et/ou renforcés et fonctionnels**, Aucune étude diagnostique des infrastructures existantes, des opportunités en formation et cartographie des acteurs associatifs n'a été réalisée alors que trois études, à raison d'une par pays étaient attendues. Cette activité a été jugée non pertinente compte tenu de l'existence d'informations collectées dans le cadre d'études antérieures. Sur la base des informations disponibles, 01 centre multifonctionnel et un centre de formation professionnel ont été réhabilités et équipés, respectivement au Mali (Ansongo) et au Niger (Téra), contre trois prévus (taux de réalisation d'environ 67%). Pour la rentrée scolaire 2018, ce sont 225 jeunes dont 109 filles (environ 48%) qui étaient inscrits dans les différentes filières de formation : agro-sylvo-pastorale, construction métallique, menuiserie bois, économie familiale (cuisine, couture, puériculture...), mécanique moto qui étaient inscrits dans le centre de Téra. Cette activité n'était pas pertinente pour le Burkina en raison du fait que la région du Sahel disposait déjà d'un Centre régional de formation en entrepreneuriat mis en place par l'Agence National de Promotion de l'Emploi et doté d'Equipements et matériels de pointes. Concernant l'insertion économique des jeunes, 06 sessions dont 04 au Burkina Faso ont permis de former dans les trois pays, 325 jeunes dont 255 (environ 73%) ont été installés dans divers domaines d'activités. Cent neuf (109) des jeunes installés étaient des filles (environ 48%). Par ailleurs, 62 femmes membres d'associations de promotion de la paix ont également été bénéficiaires de micro crédits pour la réalisation d'activités génératrices de revenus au Mali. A noter que les ressources initialement destinées à la réhabilitation des infrastructures ont été utilisées au Burkina pour accroître le nombre de bénéficiaires des formations en entrepreneuriat (200 formés) et des appuis en kits d'installation (150 jeunes équipés).

En lien avec le **Produit 1.2: Les mécanismes transfrontaliers de sensibilisation à l'engagement civique et social sont renforcés**, six (06) plans de communication et de sensibilisation ont été élaborés et validés au Burkina et au Niger sur une prévision de trois (03), à raison d'un plan par zone de chaque pays (environ 200%). Le Niger a plutôt privilégié l'élaboration de plans communaux de communication ce qui a porté le nombre à 05 dans ce pays. Cependant, aucune ressource n'avait été prévue par le budget du projet pour la mise en œuvre des différents plans qui n'ont donc pas fait l'objet de mise en œuvre. Au titre de la deuxième activité de ce produit, 04 associations de jeunes ont été formées au Mali et au Niger sur 06 prévues (66,67%). Des activités de sensibilisation sur l'engagement civique, la paix et la sécurité ont également été menées à travers divers canaux (radios communautaires, débats interactifs, boîte à image...) dans des zones de rencontres transfrontalières. Les statistiques disponibles font état de 2 500

personnes touchées au Mali. Au Burkina les ces campagnes de sensibilisation ont touché plus de 20 000 personnes.

Pour ce qui est du **Produit 1.3: Les jeunes filles et garçons sont impliqués dans les processus de prise de décisions dans leurs communautés**, 04 ateliers de dialogue entre jeunes et autorités locales et coutumières sur les défis liés à la marginalisation socio-politique et la sécurité ont regroupé 222 participants dont 53 femmes (environ 24%). Compte tenu des contraintes budgétaires le nombre d'ateliers a été réduit à 01 dans chaque pays contre 02 initialement prévus.

Dans le cadre de ce produit, 08 cellules de veille sur une prévision de 03 (environ 267%) ont été mises en place dans les trois pays. Dans l'ensemble, les membres de ces cellules ont pour rôles principaux, de (1) veiller au mouvement des personnes et des biens, (2) recenser les signes précurseurs d'un conflit et (3) remonter l'information au niveau des autorités et des structures formelles de paix pour des mesures à prendre.

Situation de réalisation des indicateurs de produits du résultat 1

Activités	Indicateurs de produits	Prévus	Réalisés	Commentaires
Produit 1.1 : Les centres multifonctionnels d'activités socio-économiques/ Cellule d'appui conseils pour les jeunes filles et garçons sont créés et/ou renforcés et fonctionnels.				
Activité 1.1.1	Nombre de rapports d'études diagnostics réalisés	3	0	Taux de réalisation : 00,00% Absence de pertinence: des études similaires existaient
Activité 1.1.2	Nombre de centres multifonctionnels réhabilités/équipés	3	2	Taux de réalisation : 66,66% Réalisées au Mali et au Niger Centres du Burkina déjà fonctionnels, Micro entreprises créées en lieu et place
Activité 1.1.3:	Nombre de jeunes formés en entrepreneuriat et dotés en kits	350	255	Taux de réalisation : 73% 325 jeunes formés et 255 installés, 62 femmes bénéficiaires de micro crédits
Produit 1.2: Les mécanismes transfrontaliers de sensibilisation à l'engagement civique et social sont renforcés				
Activité 1.2.1:	Nombre de document de communication et de sensibilisation validé	3	6	Taux de réalisation : 200% 05 plans communaux (Niger), 01 plan régional (Burkina) Les documents n'ont pas fait l'objet de mise en œuvre
Activité 1.2.2:	Nombre d'associations et structures de jeunes renforcées en capacités	6	4	Taux de réalisation : 67% 02 associations formées au Mali et 02 au Niger
Activité 1.2.3:	Nombre de personnes sensibilisées à travers les radios communautaires et zones de rencontres transfrontalières sur l'engagement civique, la paix et la sécurité.	PM	22 500	2 000 au Mali et 20 000 au Burkina
Produit 1.3: Les jeunes filles et garçons sont impliqués dans les processus de prise des décisions dans leurs communautés.				
Activité: 1.3.1:	Nombre de participants aux ateliers de dialogue entre jeunes et autorités locales et coutumières sur les défis liés à la marginalisation socio-politique et la sécurité	PM	222	53 femmes participantes Au regard des contrainte budgétaires le nombre d'ateliers a été réduit à 01 au Burkina

Activités	Indicateurs de produits	Prévus	Réalisés	Commentaires
Activité 1. 3.2:	Nombre de cellules de veille mis en place	3	8	Taux de réalisation : 267% 05 au Niger à raison d'une cellule par commune 02 cellules mises en place au Mali Le Burkina a opté pour la mise en place d'une (01) cellule régionale qui coiffe au total 34 sous cellules mise en place

2.2 Activités liées au résultat 2 : La sécurité communautaire dans les zones frontalières des trois pays est renforcée à travers la collaboration entre les FDS et les autorités administratives et locales, entre les FDS et les populations et entre les populations frontalières.

Dans l'ensemble, les activités de ce deuxième résultat ont été réalisées de façon satisfaisante en dehors du fait que pour des contraintes budgétaires et sécuritaires eu égard à la lourdeur d'organisation des activités conjointes, le caractère tournant de deux (02) des trois (03) activités conjointes ait été abandonné. En terme de réalisation des cibles de produits, bien que la situation de référence n'ait pas été préalablement définie pour tous les indicateurs, le niveau est jugé assez satisfaisant.

En lien avec le Produit 2.1: Des réunions de coopération et de coordination entre les FDS et les autorités administratives et locales des trois pays sont organisées, une réunion tripartite de concertation et de coordination ayant regroupé 50 participants constitués des Gouverneurs, des autorités des circonscriptions administratives (Haut Commissaires, préfets) , des représentants des maires, des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), ainsi que les structures en charge de la gestion des frontières des trois régions de la zone du Liptako-Gourma, s'est tenue à Niamey au Niger sur l'échange de bonnes pratiques sur la gestion des risques liés aux menaces sécuritaires émergentes. Trois rencontres tournantes dans chacun des trois pays ont également été organisées et ont servi de cadre aux maires et autres personnes ressources des municipalités frontalières d'échanger autour de la problématique sécuritaire et de développement de la zone du Liptako Gourma et d'y faire des propositions de sortie de crise qui ont été consignées dans un projet de plan d'action. Au total, ces trois rencontres ont regroupé 77 personnes ressources des municipalités frontalières (maires, conseillers municipaux, Présidents de Conseils Régionaux) et une vingtaine de représentants des administrations déconcentrées (Secrétaires Généraux, Préfets). Enfin, une session de formation conjointe sur des thématiques en lien avec la gestion des frontières au profit des FDS, tenue à Ségou, a permis à 50 personnes ressources dont 38 agents des forces de défense et de sécurité des trois pays et des responsables et représentants des structures en charge de la gestion des Frontières de faire un partage d'expériences et de dégager des pistes de solutions pour une coopération renforcée entre les FDS des trois pays dans le cadre de la sécurisation des frontières.

Concernant le **Produit 2.2: La collaboration est instaurée entre les FDS et les populations civiles à travers des activités de masse et des campagnes de sensibilisation**, toutes les activités ont été réalisées en quantité et les cibles d'indicateurs de produits ont globalement été atteints et même dépassés dans l'essentiel des cas.

Pour ce qui est des activités civilo militaires d'intérêt communautaires, dix (10) activités de salubrité et de réhabilitation d'infrastructures ont été réalisées dans les 03 pays. Elles ont mobilisé environ **3 000** personnes composées des différentes composantes des FDS et les populations civiles. Les acquis des activités d'intérêt communautaire ont été renforcés par cinq (05) activités sportives, réalisées sous forme de tournois qui ont opposés dans la fraternité et la concorde les populations civiles, notamment les jeunes et les FDS. Ces activités ont également intéressé environ **3 000 personnes** dans les trois pays. Toujours dans le cadre du rapprochement entre populations civiles et FDS, 02 ateliers de formation et de dialogue sur le droit international humanitaire, les droits et devoirs des réfugiés ont été réalisées dans la zone du projet au Burkina Faso, pays abritant deux (02) importants camps de réfugiés maliens. Pour une cible de **150** pour le Burkina et le Niger, ce sont **169** personnes qui ont été concernées par cette activité, soit un taux de réalisation de **112%**. L'ensemble de ces activités ont permis le temps de leur durée, un certain brassage et rapprochement entre les populations civiles et FDS qui se sont consolidés tout au long de la durée du projet. Enfin, trois (03) sessions de renforcement des capacités, à raison d'une par pays ont été réalisées à l'intention des acteurs des radios communautaires sur la production de messages favorables à la paix, la sécurité et la cohésion sociale. Au total, ce sont 67 animateurs de radios communautaires, contre une cible de 45 (149%) qui ont été formés et s'investissent sur le terrain dans la promotion d'une communication responsable.

Pour ce qui est du **Produit 2.3: Les capacités des communautés sont renforcées à travers des formations sur la paix et la sécurité, des comités locaux d'alerte précoces et de consolidation de la paix sont mis en place et fonctionnels**, les objectifs en terme d'activités et de produits ont été dans l'ensemble partiellement atteints. Compte tenu de contraintes budgétaires essentiellement, les sessions d'information et de formation des leaders communautaires et OSC sur les textes régissant la coopération transfrontalière ont mobilisé moins de personnes que souhaité. Les trois ateliers organisés dans chacun des pays ont concerné au total **165 personnes** contre une cible de **300**, soit un taux de réalisation de l'indicateur de produit de seulement **55%**. Contrairement à cette activité, la seconde activité relative à la tenue de tribunes citoyennes a mobilisé plus d'acteurs participants, 908 contre 300 prévus, soit un taux de réalisation de **303%**. Tout comme la seconde, l'activité 2.3.3 a enregistré un résultat satisfaisant en terme de produit. Contre une prévision de 15, ce sont plutôt 46 comités locaux d'alerte précoce et de consolidation de la paix qui ont été formés dans les trois pays, soit un taux de réalisation de 307%.

Situation de réalisation des indicateurs de produits du résultat 2

Activités	Indicateurs de produits	Prévus	Réalisés	Commentaires
Produit 2.1: Des réunions de coopération et de coordination entre les FDS et les autorités administratives et locales des trois pays sont organisées				
Activité 2.1.1	Nombre de participants aux réunions tripartites	PM	50	02 femmes Pour des raisons budgétaires 01 seule réunions a été réalisée
Activité 2.1.2	Nombre d'acteurs des municipalités ayant participé aux échanges	PM	77	- Toutes les communes frontalières du Mali et du Niger ont participé aux 03 rencontres - Compte tenu de contraintes budgétaires les communes frontalières du Burkina (22) ont partiellement participé aux rencontres du Mali et du Niger. Une représentativité tournante a été

Activités	Indicateurs de produits	Prévus	Réalisés	Commentaires
				institué par le projet pour permettre aux maires de participer à tour de rôle.
Activité 2.1.3	Nombre de FDS formés sur la gestion des frontières	50	50	Rencontre tenue à Ségou au Mali et regroupée les participants du Burkina et du Niger
Produit 2.2: La collaboration est instaurée entre les FDS et les populations civiles à travers des activités de masse et des campagnes de sensibilisation				
Activité 2.2.1:	Nombre de personnes mobilisées par les travaux d'intérêt communautaires FDS et populations	PM	3 000	10 activités ont été réalisées dans les 03 pays
Activité 2.2.2:	Nombre de personnes mobilisées par les activités socio sportives bilatérales entre FDS et population	PM	3 000	03 activités réalisées dans 03 provinces au Burkina 01 activité au Mali 01 activité au Niger
Activité 2.2.3:	Nombre de FDS et populations réfugiées conjointement formés	150	169	- 02 ateliers réalisés au Burkina - 13 femmes participantes - Taux de réalisation de 112%
Activité 2.2.4:	Nombre d'acteurs de radios communautaires formées à la production de messages favorables à la paix/sécurité/cohésion sociale	45	67	- 16 femmes formées (24%) - Taux de réalisation de 149%
Produit 2.3: Les capacités des communautés sont renforcées à travers des formations sur la paix et la sécurité, des comités locaux d'alerte précoces et de consolidation de la paix sont mis en place et fonctionnels.				
Activité 2.3.1:	Nombre de leaders communautaires et OSC informés sur les textes régissant la coopération transfrontalière	300	165	- Les contraintes budgétaires n'ont pas permis de réunir les 100 participants souhaités au Burkina et au Niger - Taux de réalisation de 55%.
Activité 2.3.2:	Nombre d'acteurs participants aux tribunes citoyennes	300	908	- L'activité a suscité beaucoup d'engouement dans chaque pays - Taux de réalisation de 303%.
Activité 2.3.3:	Nombre de comités locaux d'alerte précoce et de consolidation de la paix formés	15	45	- 01 comité au Mali - 44 comités communaux et une cellule régionale formés au Burkina - Taux de réalisation de 307%

2.2.3 Activités liées au résultat 3 : Les conflits entre communautés transfrontalières liés à la transhumance sont réduits par une meilleure gestion des ressources naturelles

Les activités de ce résultat ont enregistré le plus grand retard et nécessité les deux extensions sans coût du délai de mise en œuvre du projet. Dans l'ensemble, les résultats en termes de réalisation des activités et des produits sont relativement satisfaisants.

En lien avec le **Produit 3.1: Les couloirs de transhumance sont créés et viabilisés**, 02 études de faisabilité d'identification/traçage ont été réalisées (66,67%), 14 infrastructures pastorales sur 18 réalisées (77,78%) et 10 comités locaux mixtes de gestion des infrastructures réalisées sur 15 prévus mis en place (66,67%). Les études de faisabilité réalisées de façon participative ont permis d'identifier au Niger et au Mali, 31 couloirs de passage dont 14 transfrontaliers. Au Mali, ce sont au total 510 km de

couloirs de transhumance qui ont été négociés avec les populations. Concernant les infrastructures pastorales, ce sont au total 02 puits pastoraux, 04 forages pastoraux avec composants photovoltaïques, abreuvoir et clôtures grillages, 04 parcs de vaccination, 02 aires de repos de **70 ha** et 06 pistes à bétail d'un total de 86,143 km.

En lien avec le **Produit 3.2: Les acteurs sont formés et informés sur les réglementations et coutumes relatives à la gestion des ressources naturelles**, 360 participants sur 600 prévus, soit un taux de réalisation de 60% qui ont été informés sur les textes relatifs à la transhumance dans les trois pays. 360 acteurs autres (120%) contre un objectif de 300 ont également été formés sur les réglementations et coutumes relatives à la transhumance. Des campagnes sur la transhumance ont aussi touché des centaines de personnes sur toute la zone du projet. Au Mali se sont 5140 personnes qui ont été dénombrées. Dans l'ensemble, ces activités en lien avec la transhumance ont permis d'améliorer les connaissances des acteurs sur les textes et réglementations qui régissent la transhumance dans les trois pays et au niveau communautaire.

En rapport avec le **Produit 3.3: Un mécanisme de gestion des conflits transfrontaliers liés à la transhumance et au vol de bétail est renforcé**, ce sont 05 cadres de concertation des acteurs impliqués dans la transhumance contre 03 prévus (environ 166,67%) qui ont été renforcés, un document de stratégie de gestion des conflits liés à la transhumance et au vol de bétail sur 03 élaboré et validé (environ 33%), et une rencontre d'échanges entre 54 éleveurs/transhumants sur les questions liées à la transhumance et au vol de bétail qui ont été réalisés. Avec une cible de 03 rencontre prévues, cette dernière activité a enregistré un taux de réalisation de 33%.

Enfin, pour ce qui a trait au **Produit 3.4: Les échanges culturels et économiques entre communautés concernées dans la zone transfrontalière sont promus**, deux (02) marchés sur trois (03) prévus (environ 67%) ont été renforcés à travers la formation des acteurs de gestion au Burkina et au Mali. Cette activité n'a pas été jugée pertinente au Niger qui a réorienté les ressources vers d'autres activités. Trois (03) caravanes de la paix ont également été organisées dans les trois pays. Elles ont sillonné des dizaines de localités et mobilisées environ 4 600 personnes au Burkina et au Mali. Par ailleurs, plusieurs activités culturelles transfrontalières ont également été organisées dans les trois pays. Elles ont mobilisé au total environ 5 600 personnes.

Situation de réalisation des indicateurs de produits du résultat 3

Activités	Indicateurs de produits	Prévus	Réalisés	Commentaires
Produit 3.1: Les couloirs de transhumance sont créés et viabilisés.				
Activité 3.1.1:	Nombre d'études de faisabilité d'identification/traçage réalisées	3	2	- Taux de réalisation : 66,67% - Etudes antérieurement réalisées au Burkina - Les 02 études ont permis d'identifier 31 couloirs de passage dont 14 transfrontaliers au Mali et au Niger
Activité 3.1.2:	Nombre d'infrastructures pastorales réalisées/réhabilitées	18	14	- Taux de réalisation : 77,78% - Compte tenu des contraintes budgétaire et de la nature des infrastructures identifiées, la cible a été revue à la baisse
Activité 3.1.3:	Nombre de comités locaux mixtes de gestion des infrastructures réalisées/réhabilitées mis en place	15	10	- Taux de réalisation : 66,67% Comités mis en place au Burkina et au Mali - Comités non mis en place au Niger
Produit 3.2: Les acteurs sont formés et informés sur les réglementations et coutumes relatives à la gestion des ressources naturelles				

Activités	Indicateurs de produits	Prévus	Réalisés	Commentaires
Activité 3.2.1:	Nombre de participants informés sur les textes relatifs à la transhumance	600	360	- Taux de réalisation : 60% - Compte tenu des contraintes budgétaires le nombre d'atelier a été revu à la baisse
Activité 3.2.2:	Nombre d'acteurs formés sur les réglementations et coutumes relatives à la transhumance	300	360	- Taux de réalisation : 120%
Activité 3.2.3:	Nombre de personnes touchées par les campagnes de sensibilisation sur la transhumance	PM	5319	- Mobilisées au Mali et au Burkina - Nombre non défini au Niger
Produit 3.3: Un mécanisme de gestion des conflits transfrontaliers liés à la transhumance et au vol de bétail est renforcé				
Activité 3.3.1:	Nombre de cadres de concertation des acteurs impliqués dans la transhumance créés/renforcés	3	5	- Taux de réalisation : 166,67% - 03 ateliers réalisés au Niger 01 atelier au Burkina 01 atelier au Mali
Activité 3.3.2:	Document de stratégie de gestion des conflits liés à la transhumance et au vol de bétail validé	3	1	- Taux de réalisation : 33,33% - Elaborée uniquement au Burkina - Compte tenu des contraintes budgétaires et des choix stratégiques non réalisée au Mali et au Niger
Activité 3.3.3:	Nombre d'acteurs aux rencontre d'échanges/foras entre éleveurs/transhumants sur les questions liées à la transhumance et au vol de bétail	PM	54	01 atelier réalisé au Burkina
Produit 3.4: Les échanges culturels et économiques entre communautés concernées dans la zone transfrontalière sont promus				
Activité 3.4.1:	Nombre de marchés redynamisés	03	02	- Taux de réalisation : 67% - Marché à bétail de Seytenga au Burkina - 50 membres (17 femmes) du marché local Tilwate renforcés au Mali - Non pertinent pour le Niger qui a réaffecté les ressources à d'autres activités
Activité 3.4.2:	Nombre de personnes mobilisées par les caravanes de paix	PM	4 600	- Plusieurs dizaines de localités sillonnées dont 06 communes au Burkina - Nombre non déterminé au Niger
Activité 3.4.3:	Nombre de personnes mobilisées par les activités culturelles transfrontalières	PM	5 606	- 5 000 personnes mobilisées au Burkina - 478 personnes dont 230 femmes mobilisées au Mali - 126 jeunes mobilisées au Niger

III. MOBILISATION DES RESSOURCES ET EXECUTION FINANCIERE

3.1 Mobilisation des intrants

La mobilisation des intrants et dans les délais est un aspect essentiel du succès de la mise en œuvre d'un projet. Dans le cadre du PSCCS, la mobilisation des intrants, en l'occurrence celle du personnel de l'Unité de Coordination a connu des difficultés majeures qui ont générés un retard important de démarrage de près de 08 mois et diverses faiblesses qui ont jalonnées sa mise en œuvre.

Situation des intrants (personnel et matériel) mobilisés dans le cadre du projet

N0 d'ordre	Rubrique /intitulé	Quantités prévues	Commentaires
1	Coordinateur UCT	1	- Le coordinateur est resté de façon permanente de octobre 2018 à décembre 2019 - Rôle uniquement technique
2	VNUs/VN	15	- Au Mali se sont des volontaires nationaux (VN) de la CNPV qui ont été retenus - 09 VNUs sont restés en poste tout au long de la mise en œuvre du projet : - 03 VNUs ont quitté au Niger et 03 au Burkina (01 a été remplacé) - les VNU du Burkina ont été recruté en janvier 2018
3	Assistant (e) financier (e) UCT	1	- Recruté en juin 2018 et parti en juin 2019 avant la fin du projet
4	Chauffeur	1	- Recrutement lié à celui du coordinateur, le chauffeur a été recruté en mai 2018
5	Véhicule	1	- Acquis au début du projet
6	Motos	15	- Les 05 motos acquises en retard au Niger n'ont jamais été déployées sur le terrain - Les motos ont également été déployées tardivement au Burkina

Il faut noter qu'au Mali, une cellule de coordination du projet a été mise en place à Ansongo. Un coordinateur régional a assuré avec les 05 volontaires nationaux la mise en œuvre des activités. Cette unité de proximité dotée d'un local, de matériel roulant (05 motos) et d'ordinateurs a été une bonne pratique qui a assurée l'efficacité et l'effcience dans la mise en œuvre des activités au Mali, dans une partie où la situation sécuritaire était des plus difficiles.

3.2. Exécution financière

3.2.1 Budget du projet

Le budget total mobilisé par le PBF et remis en une seule tranche est de **3 000 000 USD**, à raison de **1 000 000 USD** par pays. Dans le cadre de la gestion de l'Unité de coordination transfrontalière, le Mali et le Niger ont chacun transféré **174 333 USD** au Burkina, portant à **1 348 666 USD** le montant total de son budget et réduisant leur budget respectif à **825 667 USD**.

Evolution de la répartition du budget du projet par pays

Pays	Budget initial	%	Budget après transfert frais de gestion	%
Burkina	1 000 000	33,33	1 348 666	44,96
Mali	1 000 000	33,33	825 667	27,52
Niger	1 000 000	33,33	825 667	27,52

Total	3 000 000	100,00	3 000 000	100,00
--------------	------------------	---------------	------------------	---------------

3.2.2 Utilisation des ressources par période

Les 3 000 000 USD de budget alloué au projet ont été utilisées à 47% en 2018 et à 53% en 2019, traduisant un faible taux de delivery en 2018. Le Burkina a affiché le plus faible taux de delivery qui est toutefois à relativiser. En effet le transfert de **174 333 USD** par le Mali et le Niger et considéré comme une dépense a amélioré le taux de delivery de ces deux pays, tandis qu'il a grevé celui du Burkina qui a enregistré un accroissement de son budget de **348 666 USD**.

Répartition du budget sur la durée du projet entre 2018 et 2019

	Budget 2018	%	Budget 2019	%	Total
Burkina Faso	431 597	32	917 069	68	1 348 666
Mali	464 520	56	361 146	44	825 667
Niger	513 362	62	312 305	38	825 667
Total	1 409 479	47	1 590 520	53	3 000 000

3.2.3 Evolution du budget par catégorie

L'analyse du budget par catégorie laisse apparaître l'accroissement des charges de personnels (57%), des frais de déplacement (42%) et les frais généraux (85%). L'accroissement des charges de personnel est lié aux deux prolongations sans coût de 11 mois de la durée du projet. Il a fallu continuer de payer le personnel au delà de la période initiale prévue. L'augmentation substantielle des charges de déplacement est consécutive à la dégradation de la situation sécuritaire qui a occasionné des déplacements par voies aériennes alors que ceux ci étaient prévus pour se faire par voies terrestres beaucoup moins onéreuses. L'accroissement significative des frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs est également induite par la prolongation de presque une année de la durée du projet.

Catégorie	Total projet	Changement liés aux modifications des Agences bénéficiaires	Variation
1. Personnel et autres employés	275 001	432 915	57,42
2. Fournitures, produits de base, matériels	905 004	143 317	-77,11
3. Équipement, véhicules et mobilier	53 004	101 805	3,88
4. Services contractuels	1 125 000	1 298 043	5,96
5. Frais de déplacement	20 004	170 000	41,67
6. Transferts et subventions aux homologues	334 995	346 763	3,51

Catégorie	Total projet	Changement liés aux modifications des Agences bénéficiaires	Variation
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	76 992	310 894	84,78
Sous-total	2 790 000	2 803 737	-
8. Coûts indirects*	210 000	196 262	-
TOTAL	3 000 000	3 000 000	-

Dans l'ensemble, l'accroissement des charges de fonctionnement a impacté la réalisation des activités du projet. Malgré les différentes stratégies développées par les équipes du projet, quelques activités ont dû être annulées et le nombre d'autres revue à la baisse. Dans certains cas, ce sont les cibles de produits qui ont été revues à la baisse.

Il faut noter que la sous budgétisation de l'essentiel des activités du projet n'a pas assuré l'efficacité de toutes les stratégies déployées. En dépit des contraintes financières, le projet a pu réaliser sur recommandation du 2eme COPIL de Bamako, une brochure et un film documentaire sur la mise en œuvre des activités. Les deux extensions ont également été réalisées avec le budget initial de 3 000 000 USD financé entièrement par le PBF.

IV. ACQUIS ET CHANGEMENTS

1. Création d'emplois et de revenus pour des jeunes hommes et des femmes. A travers le projet, **325 jeunes** désœuvrés et à risque dont **47% de filles** des communes cibles ont été formés et installés dans plusieurs corps de métiers. Ces initiatives ont permis de générer des revenus et de l'emploi pour les promoteurs mais également d'autres jeunes hommes et femmes qu'ils emploient. Avec un nouveau statut d'entrepreneurs et d'employés et avec un revenu relativement régulier, les jeunes ont accru leur confiance en soi, bénéficient de plus en plus d'une certaine reconnaissance sociale, toutes choses qui les éloignent des activités illicites.

2. Accroissement de l'offre de formation professionnelle et technique et des cadres de rencontre pour les jeunes et les femmes de la zone du projet. A travers le projet, plusieurs centres de formation professionnelle et des centres multifonctionnels ont été réhabilités et équipés au profit des jeunes et des femmes. Grace à ces initiatives, les femmes et les jeunes disposent de cadres adéquats de rencontre et de formation. Les jeunes des zones bénéficiaires et environnantes des centres de formation réhabilités par le projet, manifestent un intérêt grandissant pour l'apprentissage technique, toute chose qui renforce leurs perspectives d'insertion économique et leur éloignement des activités illicites. Ces initiatives qui ont permis de répondre à un besoin crucial et d'amélioration du cadre d'apprentissage des jeunes, a même permis de ramener des anciens apprenants dans les salles et d'accroître les nouvelles inscriptions.

3. Emergence d'un leadership de jeunes dans les initiatives de cohésion sociale et de consolidation de la paix. Les multiples initiatives mise en œuvre par le projet à l'endroit des jeunes et des femmes sur la cohésion sociale et la consolidation de la paix à travers la capacitation d'associations, la tenue d'ateliers de dialogues, leur implication dans des initiatives de promotion de la paix (caravane, activités civilo militaires...) ont fortement contribué à l'émergence et au renforcement du leadership des jeunes et des femmes dans les zones cibles.

4. Production d'une masse critique d'informations, de propositions d'actions et de recommandations consensuelles en lien avec des problématiques liées à la sécurité, la cohésion sociale et la consolidation de la paix. L'ensemble des réflexions inclusives et participatives menées dans le cadres des multiples rencontres de sensibilisation, de formation et d'échanges entre les acteurs locaux a permis de générer une masse critique de propositions dont la mise en œuvre devrait permettre d'adresser efficacement les défis liés à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix dans les zones cibles.

5. Existence de capacités locales en matière de communication favorable à la paix, la sécurité et la cohésion sociale. La formation des acteurs des radios communautaires en matière de production et de diffusion de messages favorables à la paix, la sécurité et la cohésion sociale, ainsi que la formulation participative de stratégies et plans de communication sur la résolution des conflits et de consolidation de la paix participent à l'amélioration continue de la qualité de la communication en lien avec la sécurité et la paix dans la zone du projet.

6. Culture d'un dialogue inter communautaire dans les zones cibles du projet. La démarche participative et inclusive du projet dans le cadre de la réalisation des activités (ateliers, tribunes citoyennes, fora...) a offert aux communautés des opportunités de renforcer les échanges et le dialogue et d'en apprécier les multiples avantages, toutes choses qui amènent progressivement celles-ci à s'inscrire dans une dynamique de communication et de concertation permanente en vue de la résolution de leurs différents. La mise en place et le renforcement des capacités de comités locaux d'alerte précoce et de la consolidation de la paix consolide cette culture du dialogue.

7. Présence de capacités locales de gestion des conflits liés à la gestion des ressources naturelles. A travers nombre d'activités, notamment les cadres de concertation, les sensibilisations et les formations, les études diagnostiques participatives d'identification d'infrastructures pastorales (couloirs de transhumance, forages, puits...), le projet a contribué à une prise de conscience des éleveurs transhumants sur le caractère règlementé de la transhumance et l'appropriation des documents y relatifs.

8. Rapprochement et collaboration entre les populations civiles et les Forces de Défense et de Sécurité. A travers les multiples activités civilo militaires (travaux d'intérêt commun, activités sportives) tenues dans la zone du projet dans tous les trois pays, le projet a accru le rapprochement et la fraternité entre les populations civiles et les Forces de Défense et de sécurité (FDS). Dans certain cas, ces initiatives ont déjà suscité la collaboration entre les populations, notamment les jeunes et les FDS dans le cadre de la lutte contre l'insécurité. (Cas du Mali).

9. Dynamisation de la coopération transfrontalière entre les acteurs (administrations, collectivités). A travers plusieurs activités conjointes qui ont impliqués les acteurs clés (autorités administratives nationales, régionales et locales, collectivités locales, FDS) des trois pays autour de thématiques en lien avec la sécurité, la cohésion sociale et la consolidation de la paix et plus largement le développement, le projet a contribué à dynamiser la coopération entre les acteurs transfrontaliers. Le projet a notamment permis de renforcer la coopération entre les municipalités frontalières et créé un cadre informel de fraternisation entre les FDS des trois pays.

10. Réduction de la pression sur les infrastructures pastorales et les conflits d'usages entre acteurs. A travers l'accroissement de l'offre d'infrastructures pastorales (**31 couloirs de passage dont 14 transfrontaliers 6 points d'eau, 06 parcs de vaccination, 03 aires de repos, 3 zones pastorales de 10 ha scarifiées**) dans la zone d'intervention, le projet contribue à réduire les conflits d'usages entre éleveurs, entre éleveurs et agriculteurs et à assurer la durabilité de l'offre.

V. DIFFICULTES RENCONTREES, LECONS APPRISES ET STRATEGIE DE SORTIE/PERENNISATION DES ACQUIS

5.1 Contraintes et difficultés rencontrées

Plusieurs contraintes et difficultés ont jalonné la mise en œuvre du projet et affecté à des degrés divers l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre du projet. Au nombre des contraintes et difficultés majeures on peut retenir :

1. Le **contexte sécuritaire délétère** et volatile dans la zone du projet. L'insécurité est allée grandissante dans la zone du Liptako Gourma tout au long de la période de mise en œuvre du projet avec une situation qui s'est particulièrement dégradée au Burkina Faso, pays qui abrite l'Unité de Coordination Technique. Dans l'ensemble, les efforts des gouvernements, notamment ceux du Burkina et du Niger à travers la mise en place de l'état d'urgence dans les régions de Tilabery et du Sahel n'ont pas permis de contenir l'insécurité qui est allée grandissante et en se complexifiant. Ce contexte a rendu des zones entières non accessibles, fortement ralenti le rythme de mise en oeuvre des activités et grevé les coûts. Pour faire face à ce défi, le projet a développé plusieurs stratégies, en fonction de chaque contexte spécifique, allant du développement de partenariats de mise en œuvre avec des structures locales (ONG, associations et services techniques), la délocalisation, le report, la duplication à l'annulation de certaines activités dans des zones à risque élevé. Malgré les différentes initiatives prises, le contexte sécuritaire a été pour beaucoup dans l'allongement de la durée de mise en œuvre du projet (02 extensions de 11 mois au total);
2. Les **lourdeurs administratives** au niveau des bureaux pays du PNUD. Les bureaux pays du PNUD, notamment celui du Burkina qui a abrité l'Unité de Coordination Transfrontalière a été confronté à une difficulté de mobilisation du coordinateur international initialement prévu. Ce qui a entraîné un retard de démarrage d'environ 08 mois. A cela s'ajoutent des difficultés au niveau des acquisitions et le recrutement des prestataires de services qui ont tout au long de la mise en œuvre du projet provoquées des lenteurs plus ou moins importantes Au regard du contexte d'insécurité certains appels à manifestation d'intérêt se sont avérés infructueux.;
3. Le **caractère transfrontalier du projet** a régulièrement confronté les équipes de mise en œuvre au défi de la planification conjointe ce qui a également affecté dans une certaine mesure la diligence dans la réalisation des activités. Le caractère régional et transfrontalier du projet a constitué également un défi majeur en terme de coordination de la mise en œuvre des activités conjointes. En effet, les conflits d'agenda ont régulièrement posé des difficultés pour s'accorder sur les dates de réalisation des activités. Au niveau pays, cela a rendu extrêmement difficile le suivi des activités, la synergie d'action et la capitalisation et le partage des bonnes pratiques entre les trois pays. Pour mitiger les contraintes liées au caractère transfrontalier du projet, la concertation a été renforcée à travers l'institutionnalisation de réunions périodiques de coordination conjointe et une meilleure communication ;
4. Les **insuffisances du document de projet et l'absence d'initiatives au debut de la mise en œuvre du projet pour y remédier**. Le document de projet comportait plusieurs insuffisances relatives notamment à la non clarification et la sous budgétisation des activités. L'une des insuffisances du PRODOC était également la non prise en compte d'une étude de base qui aurait permis d'établir une situation de référence et de faciliter l'établissement des cibles d'indicateurs de produits et d'effets. L'absence d'un travail de relecture du document de projet au démarrage et qui n'a pas permis de réviser en conséquence les budgets et les cibles d'activités et de produits.

5.2 Leçons apprises

La mise en œuvre du projet Cross Border, l'une des premières expériences transfrontalières dans la zone du Liptako Gourma et plus généralement dans région du Sahel a permis de capitaliser plusieurs leçons apprises. La mise en œuvre dans un contexte sécuritaire des plus délétère a été également source d'apprentissage. Les principales leçons apprises sont :

- La viabilité et la durabilité des initiatives d'auto emploi des jeunes (hommes et femmes) s'inscrit dans le cadre d'un processus d'accompagnement de moyen et long terme ;
- La qualité du ciblage des bénéficiaires des initiatives d'auto emplois est un facteur déterminant de succès et de durabilité ;
- L'insertion économique des jeunes et des femmes est un moyen de renforcement de l'estime de soi et de valorisation sociale ;
- Les cadres d'échanges et de dialogues entre les communautés sont de puissants leviers de communication, de rapprochement et de cohésion sociale ;
- La communication et l'échange est un facteur d'instauration de la confiance et de réduction des replis sur soi et des tensions entre les communautés ;
- Les activités civilo-militaires sont de puissants moyens de rapprochement et de fraternisation entre les populations civiles et les Forces de Défense et de Sécurité ;
- Les activités culturelles sont de puissants ferments de réconfort et de rapprochement des communautés en situation de crise ;
- Dans un contexte de ressources limitées et d'insécurité, la programmation groupée d'activités complémentaires et cohérentes permet d'accélérer la mise en œuvre, d'accroître l'efficacité et la visibilité des interventions ;
- La mise en œuvre d'un projet transfrontalier est un processus de moyen et long terme eu égard au défis liés à la planification conjointe, la cohérence des interventions et les synergies d'actions ;
- L'efficacité et le succès d'un projet transfrontalier repose sur une autonomie de gestion fondée sur l'existence en interne de l'expertise clé nécessaire ;
- Le niveau de portage et d'encrage institutionnel est un facteur déterminant de succès dans le cadre d'un projet transfrontalier ;
- Le suivi est un facteur primordial d'efficacité, de garantie de la qualité et de la durabilité des interventions dans le cadre d'un partenariat de mise en œuvre ;
- L'existence de cadres formels de communication et d'échanges réguliers entre les équipes pays de de la mise en œuvre et l'Unité de Coordination transfrontalière est un facteur primordial d'efficacité et de renforcement de l'esprit d'équipe ;
- Le choix d'un nombre limité de partenaires de mise en œuvre permet d'assurer la cohérence et l'efficacité, ainsi que la visibilité des interventions ;
- L'implication et la participation de toutes les parties prenantes, notamment des autorités (administratives, coutumières et religieuses) est un gage d'appropriation et de durabilité des interventions du projet ;
- Le recours aux prestataires locaux est potentiellement un facteur d'efficacité et d'efficience (réduction des délais et des coûts), d'accroissement des externalités positives et d'acceptation d'un projet, notamment dans un contexte de crise ;
- La clarification des rôles et des responsabilités des parties prenantes de mise en œuvre, ainsi que des délais est fondamental dans le cadre d'un projet transfrontalier ;
- La pertinences et la qualité des activités de la phase de démarrage d'un projet transfrontalier conditionnent son efficacité, efficience et son succès;

- L'harmonisation des outils de suivi et de reporting sont le socle pour une bonne coordination et une mise en œuvre réussie d'un projet transfrontalier;
- L'efficacité d'un projet transfrontalier repose sur un nombre limité d'activités catalytiques et dont le suivi technique échoit entièrement à l'Unité de Coordination ;
- La centralisation et l'assurance qualité de tous les livrables par l'UCT dans le cadre d'un projet transfrontalier assure une cohérence et une efficacité de mise en œuvre, ainsi qu'une bonne capitalisation et partage des bonnes pratiques/leçons apprises entre intervenants ;
- La capitalisation et le partage systématique des bonnes pratiques et leçons apprises entre les agences et partenaires de mise en œuvre permettent dans un cadre conjoint et transfrontalier d'optimiser la mise en œuvre du projet ;
- La représentativité et la qualité des membres du comité de pilotage est un facteur important d'orientation stratégique de la mise en œuvre du projet ;
- Un cible réaliste des zones d'intervention qui tient compte des ressources limitées permet d'avoir plus d'impact localisé sur des zones limitées et permet d'éviter la dilution des résultats

5.3 Stratégies de sortie et de pérennisation des acquis

La stratégie de sortie/durabilité du projet s'est basée sur l'appropriation nationale au niveau des trois (03) pays, à travers l'implication et la participation des instances administratives et communautaires dans le pilotage stratégique (membres Comité de Pilotage Transfrontalier) et opérationnel (implication dans l'organisation, la mise en oeuvre et le suivi des activités).

De façon pratique, l'implication et la participation des acteurs nationaux et locaux se sont traduites par :

1. **Une approche communautaire, participative et inclusive** dans tous les trois pays qui a facilité l'appropriation des activités par les acteurs nationaux et locaux et permis de construire un consensus autour des problématiques sécuritaires, de cohésion sociale et de paix à adresser. Cette dynamique d'appropriation et de consensus est un gage pour la poursuite et le renforcement des initiatives de consolidation de la paix par les populations bénéficiaires du projet dans les trois pays ;
2. **L'Implication et la responsabilisation des jeunes hommes et femmes dans les initiatives de consolidation de la paix** qui a favorisé au niveau local l'émergence d'un leadership des jeunes (hommes et femmes) en faveur de la promotion de la sécurité communautaire et la cohésion sociale. Les jeunes des zones d'intervention du projet sont désormais pleinement conscients de leurs rôles, responsabilités et surtout de leurs capacités dans la promotion de la sécurité et la cohésion sociale dans leur milieu de vie ;
3. **Une approche de proximité basée sur l'utilisation de volontaires issus du milieu local** (Volontaires nationaux au Mali et VNUs issus du terroir au Burkina) qui a non seulement assurée la réalisation des activités même dans les zones de risque sécuritaire élevé mais aussi de renforcer l'expertise locale. Ces derniers constituent des ressources locales sur lesquelles pourraient s'appuyer d'autres initiatives pour la poursuite et la consolidation des activités de recherche de la sécurité et de consolidation de la paix ;
4. **Un partenariat renforcé avec les services techniques étatiques déconcentrés et ONG locales** qui a eu l'avantage d'accroître l'efficacité et l'efficience d'exécution des activités mais aussi et surtout de renforcer l'appropriation du projet par les acteurs techniques clés au niveau local. Les services techniques qui sont garants de la mise en œuvre et du suivi des politiques des états sont désormais des relais sûrs pour un plaidoyer auprès de leurs hiérarchies mais aussi des autres intervenants (PTF, ONG...) pour la poursuite et le renforcement des acquis du projet ;

5. **Une synergie d'action avec les autres partenaires intervenants dans les domaines de la promotion de la sécurité communautaire, la cohésion sociale et la consolidation de la paix.** Outre les partenariats créés avec des acteurs locaux, des synergies d'action ont été réalisées avec d'autres intervenants sur le terrain (projets, institutions...) qui œuvrent dans des domaines similaires (PRAPS Burkina, ALG, PFUA/GIZ). Ces synergies ont permis d'éviter certaines duplications et d'assurer la cohérence de la mise en œuvre des activités par rapport aux initiatives futures dans la zone du Liptako Gourma.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

i. Conclusion

Le projet a enregistré un retard de démarrage important qui a impacté négativement la mise en œuvre des activités. La dégradation sans précédent du contexte sécuritaire a aggravé cette situation, toute chose qui a mis à mal toutes les stratégies mises en place pour rattraper le retard. Nonobstant ces difficultés, le projet a réussi à exécuter toutes les activités majeures et atteints un bon nombre de cibles de produits.

En matière d'acquis et de changements, le projet a notamment permis (1) d'accroître l'employabilité et de créer une centaine d'emplois et des revenus réguliers pour les jeunes (hommes et des femmes) désœuvrés ou à risque, (2) de susciter l'émergence d'un leadership de jeunes dans les initiatives de cohésion sociale et de consolidation de la paix, (3) de promouvoir des capacités locales en matière de communication favorable à la paix, la sécurité et la cohésion sociale, (4) d'instaurer une culture de dialogue inter communautaire, (5) de renforcer le rapprochement et la collaboration entre les populations civiles et les Forces de Défense et de Sécurité et (6) de dynamisation de la coopération transfrontalière entre les autorités administratives, les collectivités, ainsi que les forces de défense et de sécurité des trois pays. Toutefois, les résultats du projet restent largement circonscrits dans l'espace et en deçà des immenses besoins eu égard à l'ampleur de la crise et aux risques d'embrasement.

Dans la perspective de consolider et de mettre à l'échelle les acquis du projet, plusieurs recommandations sont formulées.

ii. Recommandations

Les recommandations ci-dessous ont pour but d'assurer la consolidation et la durabilité des acquis engrangés par le projet, qui somme toute était un projet pilote et par conséquent avec des activités limitées en volume et en cibles.

N°	Changements/acquis	Recommandations
1	Insertion économique des jeunes à travers l'auto emplois	<ol style="list-style-type: none"> 1. Assurer un suivi et un accompagnement à moyen terme des jeunes installés 2. Mettre en relation les jeunes promoteurs avec les institutions financières locales (épargne et crédit) 3. Développer le leadership des jeunes bénéficiaires des appuis de création d'emplois pour en faire des ambassadeurs de la paix aux fins d'influencer un changement de comportement de leurs pairs

N°	Changements/acquis	Recommandations
2	Dialogue entre jeunes et autorités locales	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appuyer la mise en œuvre des recommandations issues des ateliers de dialogue en vue d'une participation des jeunes dans les instances décisionnelles 2. Mettre en place des mécanisme de suivi
3	Coopération transfrontalière	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accompagner l'institutionnalisation d'un cadre permanent de concertation entre les communes frontalières de la zone du Liptako-Gourma 2. Appuyer la mise en œuvre du plan d'action conjoint de sécurisation et de développement 3. Accompagner l'opérationnalisation du cadre de concertation entre les gouverneurs du Liptako Gourma ; 4. Renforcer les relations de complémentarité et de collaboration entre les FDS de la zone du Liptako Gourma ; 5. Mutualisation les méthodes, les bonnes pratiques, les moyens entre les FDS de la zone du Liptako Gourma ; 6. Elaborer et mettre en œuvre une stratégie harmonisée assortie d'un programme et de construction de postes frontaliers dans l'espace du Liptako Gourma.
4	Rapprochement et collaboration entre les populations civiles et les Forces de Défense et de Sécurité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Instituer des journées d'activités civilo militaires régulières dans toutes communes enregistrant la présence des FDS 2. Accroître les activités d'intérêt général des FDS (soins, HIMO...) 3. Faire des campagnes de sensibilisation des populations sur les rôles et responsabilités des FDS
5	Renforcement des capacités des populations sur la paix, la sécurité et la cohésion sociale	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appuyer la mise en œuvre du plan de communication et de sensibilisation sur la paix, la sécurité et la cohésion sociale des populations 2. Faire le suivi des radios bénéficiaires de renforcement sur la diffusion de messages favorables à la paix 3. Mettre à l'échelle la formation des acteurs de la communication (écrite, orale) sur la diffusion de messages favorables à la paix
6	Gestion des conflits liées à la transhumance par les communautés.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accompagner les cadres de concertation des acteurs de la transhumance ; 2. Vulgariser les textes et réglementations nationaux et communautaires liés à la gestion des ressources naturelles et à la transhumance 3. Faire le suivi et accompagner les comités de gestion des infrastructures et ouvrages pastoraux ; 4. Accroître les infrastructures pastorales.

ANNEXES

Annexe 1 : Activités et budget du projet validé par le 1^{er} COPIL

Produits attendus/Activités	Indicateurs d'activité	Cibles	Source de financement	Budget prévisionnel			
				BF	MLI	NG	TOTAL
Résultat 1 : Les jeunes et les femmes, notamment ceux qui se sentent marginalisés sont de plus en plus impliqués dans les processus de prise de décision, adoptent des comportements civiques et entreprennent des activités génératrices de revenus.				246 667	263 000	243 300	752 967
Produit 1.1 : Les centres multifonctionnels d'activités socio-économiques/ Cellule d'appui conseils pour les jeunes filles et garçons sont créés et/ou renforcés et fonctionnels.				170 000	170 000	160 000	500 000
<i>Indicateur 1.1.1: Nombre de jeunes formés dans les centres de formations multifonctionnels et en emploi qui participent à la vie économique des communautés.</i>							
Activité 1.1.1: Réaliser un diagnostic des infrastructures existantes, des opportunités en formation et cartographie des acteurs associatifs sur la zone cible	Nombre de rapports d'études diagnostics réalisés	3	PBF	10 000	10 000	10 000	30 000
Activité 1.1.2: Renforcer les capacités (en personnel, matériel, réhabilitation d'infrastructures, gestion de centre de jeunes, activités sociales...) de 3 centres multifonctionnels.	Nombre de centres multifonctionnels réhabilités/équipés	3	PBF	60 000	60 000	50 000	170 000
Activité 1.1.3: Pour le Burkina, formation de 200 jeunes (filles et garçons) en entrepreneuriat et octroi de kits d'installation à 150 (filles et garçons) Pour le Niger, formation et encadrement de 50 jeunes (filles et garçons) dans 5 communes, dans la production, la conservation et la commercialisation de Moringa Pour le Mali, formation et accompagnement de 150 jeunes (filles et garçons) pour mener diverses activités génératrices de revenus	Nombre de jeunes formés et accompagnés à la création de revenus	350	PBF	100 000	100 000	100 000	300 000
Produit 1.2: Les mécanismes transfrontaliers de sensibilisation à l'engagement civique et social sont renforcés							
Indicateur 1.2.1 : Nombre de jeunes sensibilisés par les campagnes/caravanes sur l'importance de la préservation de la paix et les dangers du terrorisme				43 333	60 000	55 000	158 333
Indicateur 1.2.2 : % des membres des communautés jugeant satisfaisants les campagnes de sensibilisation menées							
Activité 1.2.1: Développer et mettre en œuvre un plan de communication et de sensibilisation à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix	Nombre de personnes informées et sensibilisées à la résolution des conflits et la consolidation de la paix	3000	PBF	3 333	20 000	15 000	38 333
Activité 1.2.2: Identifier et renforcer les capacités de 6 associations et structures de jeunes (2 par pays) et de femmes existantes et actives dans le domaine de la résolution des conflits et/ou de la consolidation de la paix	Nombre d'associations et structures de jeunes renforcées en capacités	6	PBF	20 000	20 000	20 000	60 000

Produits attendus/Activités	Indicateurs d'activité	Cibles	Source de financement	Budget prévisionnel			
				BF	MLI	NG	TOTAL
Activité 1.2.3: Conduire 03 campagnes de sensibilisation par pays dans les radios communautaires et zones de rencontres transfrontalières sur l'engagement civique, la paix et la sécurité.	Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées	9	PBF	20 000	20 000	20 000	60 000
Produit 1.3: Les jeunes filles et garçons sont impliqués dans les processus de prise des décisions dans leurs communautés.							
Indicateur 1.3.1 : % de personnes jugeant efficaces et faisant confiance aux décisions issus des instances de décisions impliquant les jeunes				33 333	33 000	28 300	94 633
Indicateur 1.3.2 : Nombre d'incidents violents répertoriés par les cellules de veille et résolus							
Activité: 1.3.1: Organiser 02 ateliers de dialogue par pays entre jeunes et autorités locales et coutumières sur les défis liés à la marginalisation socio-politique et la sécurité et mettre en œuvre des recommandation	Nombre d'ateliers de dialogues réalisés	6	PBF	13 333	13 000	13 300	39 633
Activité 1. 3.2: Appuyer la mise en place d'une cellule de veille et d'alerte précoce de jeunes hommes et femmes dans chaque pays	Nombre de cellules de veille mis en place	3	PBF	20 000	20 000	15 000	55 000
Résultat 2 : La sécurité communautaire dans les zones frontalières des trois pays est renforcée à travers la collaboration entre les FDS et les autorités administratives et locales, entre les FDS et les populations et entre les populations frontalières.				265 000	244 500	265 000	774 500
Produit 2.1: Des réunions de coopération et de coordination entre les FDS et les autorités administratives et locales des trois pays sont organisées							
Indicateur 2.1.1 : % de FDS et autorités administratives jugeant satisfaisants les mécanismes de coordination				95 000	95 000	95 000	285 000
Indicateur 2.1.2 : Nombre d'incidents sécuritaires résolus par la coordination des FDS et des autorités administratives							
Activité 2.1.1: Organiser trois réunions tripartites (01 par pays) de concertation et de coordination durant les 18 mois entre les autorités administratives et les FDS sur l'échange de bonnes pratiques sur la gestion des risques liés aux menaces sécuritaires émergentes	Nombre de réunions tripartites de concertation et de coordination organisés	3	PBF	50 000	50 000	50 000	150 000
Activité 2.1.2: Organiser trois réunions des municipalités frontalières des trois pays (01 réunion par pays).	Nombre de réunions des municipalités frontalières organisées	3	PBF	15 000	15 000	15 000	45 000
Activité 2.1.3: Organiser une session de formation conjointe sur des thématiques en lien avec la gestion des frontières au profit des FDS.	Nombre de FDS formés sur la gestion des frontières	50	PBF	30 000	30 000	30 000	90 000
Produit 2.2: La collaboration est instaurée entre les FDS et les populations civiles à travers des activités de masse et des campagnes de sensibilisation							
Indicateur 2.2.1 : Nombre de personnes mobilisées par les activités de masses entre FDS et populations				100 000	79 500	90 000	269 500
Indicateur 2.2.2 : % de jeunes et femmes ayant participé aux activités de masses estimant que cela permet de restaurer la confiance avec les FDS							
Activité 2.2.1: Organiser trois travaux d'intérêt communautaire (assainissement et réhabilitations) impliquant les FDS et les populations dans chaque pays.	Nombre de travaux d'intérêt communautaires conjointement réalisés entre FDS et populations	12	PBF	40 000	40 000	40 000	120 000

Produits attendus/Activités	Indicateurs d'activité	Cibles	Source de financement	Budget prévisionnel			
				BF	MLI	NG	TOTAL
Activité 2.2.2: Organiser trois activités bilatérales (transfrontalières) socio-sportives entre FDS et populations	Nombre d'activités socio sportives bilatérales entre FDS et population réalisées	3	PBF	23 333	23 200	23 333	69 866
Activité 2.2.3: Organiser des ateliers conjoints de formation FDS / populations réfugiées et déplacées dans les principaux sites d'accueil (deux au Burkina, un au Niger) sur le droit international des réfugiés, la facilitation du rapatriement et le respect des lois dans les pays d'accueil.	Nombre de FDS et populations réfugiées conjointement formés	150	PBF	20 000	-	10 000	30 000
Activité 2.2.4: Former des acteurs des radios communautaire à la production de message favorable à la paix, la sécurité et la cohésion sociale	Nombre d'acteurs de radios communautaires formées à la production de messages favorables à la paix/sécurité/cohésion sociale	45	PBF	16 667	16 300	16 667	49 634
Produit 2.3: Les capacités des communautés sont renforcées à travers des formations sur la paix et la sécurité, des comités locaux d'alerte précoces et de consolidation de la paix sont mis en place et fonctionnels.							
Indicateur 2.3.1 : Nombre de personnes formées sur les thèmes de paix et de sécurité au sein des communautés et comités d'alerte précoces				70 000	70 000	80 000	220 000
Indicateur 2.3.2 : % de satisfaction des personnes formées sur les enjeux de la sécurité et mettant en pratique les enseignements reçus							
Activité 2.3.1: Organiser à l'intention des leaders communautaires et OSC trois ateliers sur la vulgarisation des textes régissant la coopération transfrontalière entre les trois Etats.	Nombre de leaders communautaires et OSC informés sur les textes régissant la coopération transfrontalière	300	PBF	20 000	20 000	30 000	70 000
Activité 2.3.2: Organiser deux tribunes citoyennes des acteurs dans chaque pays (maires leaders communautaires et religieux, les OSC, services techniques déconcentrés,)	Nombre d'acteurs participants aux tribunes citoyennes	300	PBF	20 000	20 000	20 000	60 000
Activité 2.3.3: Mettre en place et renforcement les capacités de comités locaux d'alerte précoce et de la consolidation de la paix.	Nombre de comités locaux d'alerte précoce et de consolidation de la paix opérationnels	15	PBF	30 000	30 000	30 000	90 000
Résultat 3 : Les conflits entre communautés transfrontalières liés à la transhumance sont réduits par une meilleure gestion des ressources naturelles.				220 664	217 746	217 333	655 743
Produit 3.1:Les couloirs de transhumance sont créés et viabilisés.				93 998	91 300	87 333	272 631
Indicateur 3.1.1 : Nombre de kilomètres de couloirs de transhumance créés et viabilisés par le projet							
Activité 3.1.1: Réaliser une étude de faisabilité, d'identification et de traçage des couloirs de transhumance (par pays)	Nombre d'études de faisabilité d'identification/traçage réalisées	3	PBF	16 666	16 300	16 667	49 633
Activité 3.1.2: Réaliser le balisage des couloirs de transhumance et des infrastructures de viabilisation dans les trois pays (6 points d'eau ; 6 parcs de vaccination ; 3 aires de repos ; 3 zones pastorales de 10 ha scarifiées)	Nombre d'infrastructures pastorales réalisées/réhabilitées	18	PBF	66 666	65 000	60 000	191 666

Produits attendus/Activités	Indicateurs d'activité	Cibles	Source de financement	Budget prévisionnel			
				BF	MLI	NG	TOTAL
Activité 3.1.3: Créer douze comités locaux mixtes de gestion des infrastructures réalisées/réhabilitées (04 par pays)	Nombre de comités locaux mixtes de gestion des infrastructures réalisées/réhabilitées mis en place	12	PBF	10 666	10 000	10 667	31 333
Produit 3.2: Les acteurs sont formés et informés sur les réglementations et coutumes relatives à la gestion des ressources naturelles				55 000	55 000	45 000	155 000
Indicateur 3.2.1 : Nombre de personnes formées dans les communautés ciblées sur les réglementations relatives à la gestion des communes et participant à la réduction des conflits							
Activité 3.2.1: Organiser six sessions (100 participants par session) de vulgarisation des textes relatifs à la transhumance en langues locales dans les trois pays	Nombre de participants informés sur les textes relatifs à la transhumance	600	PBF	20 000	20 000	20 000	60 000
Activité 3.2.2: Réaliser six sessions de formation aux acteurs (50 participants par session) identifiés sur les réglementations et coutumes relatives à la transhumance	Nombre d'acteurs formés sur les réglementations et coutumes relatives à la transhumance	300	PBF	15 000	15 000	15 000	45 000
Activité 3.2.3: Réaliser six campagnes de sensibilisation relative à la transhumance dans la zone transfrontalière à travers plusieurs méthodologies (focus groupes ; radios communautaires ; sensibilisation de masse ; boîtes à images)	Nombre de campagnes de sensibilisation relative à la transhumance réalisées	6	PBF	20 000	20 000	10 000	50 000
Produit 3.3: Un mécanisme de gestion des conflits transfrontaliers liés à la transhumance et au vol de bétail est renforcé							
Indicateur 3.3.1 : Nombre de conflits résolus par les mécanismes et acceptés par les agriculteurs et les éleveurs dans les communautés.				36 666	36 446	50 000	123 112
Activité 3.3.1: Créer et renforcer des cadres de concertation existants des acteurs impliqués dans la transhumance	Nombre de cadres de concertation des acteurs impliqués dans la transhumance créés/renforcés	3	PBF	16 666	16 446	10 000	43 112
Activité 3.3.2: Elaborer dans chaque pays une stratégie sur la gestion des conflits liés à la transhumance et au vol de bétail	Nombre de stratégie pays de gestion des conflits liés à la transhumance et au vol de bétail élaborés	3	PBF	10 000	10 000	30 000	50 000
Activité 3.3.3: Organiser trois rencontres d'échange ou des foras entre les éleveurs/transhumants sur les questions liées à la transhumance et au vol de bétail	Nombre de rencontre d'échanges/foras entre éleveurs/transhumants sur les questions liées à la transhumance et au vol de bétail réalisées	3	PBF	10 000	10 000	10 000	30 000
Produit 3.4: Les échanges culturels et économiques entre communautés concernées dans la zone transfrontalière sont promus.				35 000	35 000	35 000	105 000
Activité 3.4.1: Organiser et redynamiser les marchés transfrontaliers	Nombre de marchés redynamisés	3	PBF	15 000	15 000	15 000	45 000
Activité 3.4.2: Organiser une caravane de la paix dans chaque pays	Nombre de caravanes de paix organisées	3	PBF	10 000	10 000	10 000	30 000

Produits attendus/Activités	Indicateurs d'activité	Cibles	Source de financement	Budget prévisionnel			
				BF	MLI	NG	TOTAL
Activité 3.4.3: Accompagner dans chaque pays, l'organisation d'une activité culturelle à caractère transfrontalier (regroupant les communautés des trois pays)	Nombre d'activités culturelles à caractère transfrontalier organisées	3	PBF	10 000	10 000	10 000	30 000
SOUS TOTAL 1				732 331	725 246	725 633	2 183 210
Coûts de gestion du projet				202 248	209 333	208 946	620 527
Unité de gestion du projet			PBF	174 333	174 333	174 333	522 999
Gestion locale du projet (missions, supervisions, suivi évaluation par pays)			PBF	27 915	35 000	34 613	97 528
SOUS TOTAL 2				934 579	934 579	934 579	2 803 737
GMS			PBF	65 421	65 421	65 421	196 263
GRAND TOTAL				1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000